

Art. 18. Het register bedoeld in de artikelen 59 en volgende van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende gevaarlijke afvalstoffen wordt ter beschikking gesteld van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VII. — *Verzekering*

Art. 19. De exploitant is verplicht een verzekeringsovereenkomst te sluiten waarvan het bedrag volstaat om de burgerlijke aansprakelijkheid die uit zijn activiteiten voortvloeit te dekken.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 20. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid is artikel 4 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen, zijn de artikelen 6, 7, 12, 13 en 19 van toepassing op de bestaande inrichtingen vanaf 1 oktober 2015 en is artikel 5 van toepassing op de bestaande inrichtingen vanaf 1 juni 2019.

Art. 21. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2013/27130]

13 JUIN 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 3, alinéa 4, 4, 5, 7, 8, 9, 17, 21, alinéa 3, 55, 83 et 87, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis 52.542/VR/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable prévoit en son article 13 que les Etats membres doivent arrêter les mesures nécessaires pour que le stockage des produits phytopharmaceutiques effectué par des utilisateurs professionnels ne compromette pas la santé humaine ou l'environnement;

Considérant qu'il convient d'encadrer le stockage de produits phytopharmaceutiques et de distinguer le stockage des produits phytopharmaceutiques à usage professionnel du stockage des autres pesticides; qu'il importe de modifier la rubrique 63.12.17 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées dans ce sens;

Considérant que par ailleurs, la Directive 2009/128/CE vise tous les utilisateurs professionnels en ce compris les petits utilisateurs comme notamment certaines communes et entrepreneurs de parcs et jardins; qu'il convient d'abaisser le seuil minimal de la classe 3 pour les dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel à 25 kg de manière à pouvoir couvrir également ces utilisateurs professionnels;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

Art. 2. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel lorsque la quantité stockée est égale ou supérieure à 5 t visés à la rubrique 63.12.17.01.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées. Les présentes conditions sectorielles ne s'appliquent pas aux dépôts liés aux activités visées à la rubrique 24.20 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° établissement existant : l'établissement dûment déclaré ou autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que l'établissement pour lequel une déclaration ou une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant;

2° PPNU : les produits phytopharmaceutiques non utilisables comprenant, notamment, les produits dégradés ou retirés du marché.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 4. L'entrée du dépôt est implantée à plus de :

- 5 mètres de la voie publique;
- 10 mètres des habitations de tiers;
- 10 mètres d'une eau de surface, d'un point d'entrée préférentiel vers les eaux souterraines ou d'un point d'entrée d'égout public.

Art. 5. Le dépôt n'est pas en communication directe avec un local d'habitation.

Art. 6. Dans le dépôt, les produits phytopharmaceutiques présentant des caractéristiques physico-chimiques incompatibles ou susceptibles de provoquer une réaction chimique en cas de contact sont répartis dans différents compartiments.

Les matériaux entrant dans la composition des compartiments sont compatibles avec l'ensemble des produits entreposés dans ce compartiment.

Chaque compartiment est conçu et agencé de manière à permettre un accès facile lors de toute opération d'exploitation, d'inspection, de maintenance ou d'intervention d'urgence.

Art. 7. § 1^{er}. Le dépôt est aménagé de manière à éviter tout déversement accidentel des produits stockés.

§ 2. L'exploitant prend toutes les mesures utiles afin que les produits phytopharmaceutiques déversés accidentellement soient récoltés par une cuvette de rétention réservée exclusivement à cette fonction.

Lorsqu'un compartimentage est imposé en vertu de l'article 6 du présent arrêté, chaque compartiment dispose d'une cuvette de rétention.

Chaque cuvette de rétention présente un volume de récolte équivalent au volume du plus grand conditionnement et au moins égal au quart du volume total des produits entreposés dans le compartiment dont elle assure la collecte. Chaque cuvette de rétention permet la collecte des produits déversés et est dépourvue de trop plein ou de conduite aboutissant vers l'extérieur du dépôt.

§ 3. Le sol, les murs ou digues des cuvettes de rétention sont étanches et sont constitués de matériaux résistant aux effets physico-chimiques des substances susceptibles d'être épandues.

Le passage de tuyauteries au travers des parois du système de rétention est autorisé uniquement si l'étanchéité en est garantie.

Art. 8. Un accès vers le dépôt est assuré à partir de la voie publique au service d'incendie territorialement compétent, conformément aux instructions de celui-ci.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 9. Le dépôt contient uniquement des pesticides tels que définis par la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et les déchets contaminés par des pesticides.

D'autres produits peuvent être stockés dans le dépôt à condition qu'ils :

- 1° ne soient pas destinés à l'alimentation humaine ou animale;
- 2° ne soient pas des médicaments;
- 3° ne présentent pas un danger d'incendie ou d'explosion;
- 4° soient rangés séparément, sur des étagères distinctes et de manière à éviter tout risque de contact direct avec les pesticides.

Le matériel spécifique destiné à l'application des produits stockés peut être présent dans le dépôt.

Art. 10. Les produits phytopharmaceutiques sont placés de manière à faciliter l'identification de ceux-ci.

L'exploitant veille à ce que des produits absorbants soient présents dans ou à proximité immédiate du dépôt.

Art. 11. L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et des services d'incendie et de secours les documents permettant d'identifier la nature des produits phytopharmaceutiques stockés et les risques inhérents à la présence de ceux-ci.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 12. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant informe le service d'incendie territorialement compétent des mesures prises et des équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 13. Chaque dépôt est muni d'un système de détection des incendies avec déclenchement d'une alarme locale. Le nombre et la disposition des détecteurs sont établis conformément aux prescriptions du service d'incendie territorialement compétent, en fonction de la taille du dépôt. Ces détecteurs répondent aux normes propres au matériel utilisé.

Chaque dépôt est muni, au minimum, d'extincteurs. Leur type, leur nombre et leur disposition sont fixés conformément aux prescriptions du service d'incendie territorialement compétent, en fonction de la taille du dépôt et de la nature des produits susceptibles d'y être entreposés.

CHAPITRE V. — *Eau*

Art. 14. Tout déversement accidentel de produits phytopharmaceutiques en eaux de surface ou pouvant conduire à une infiltration dans les eaux souterraines est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Tout déversement accidentel de produits phytopharmaceutiques dans les égouts publics est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE VI. — *Gestion des déchets*

Art. 15. Les produits dégradés ou retirés du marché (PPNU) sont stockés dans le local, l'armoire ou le dispositif équivalent de stockage de produits phytopharmaceutiques, dans une zone clairement identifiée par une pancarte portant la mention « PPNU/périmé ».

Art. 16. Les emballages des produits phytopharmaceutiques et les matériaux contaminés par les produits phytopharmaceutiques sont conservés dans un emballage fermé réservé à cet effet d'une manière telle qu'ils ne se déversent pas accidentellement ou n'entrent pas en contact avec d'autres produits, substances ou matières.

Art. 17. Le registre, tel que prévu par les articles 59 et suivants de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, est tenu à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE VII. — *Assurance*

Art. 18. L'exploitant souscrit un contrat d'assurance d'un montant suffisant pour couvrir la responsabilité civile résultant de ses activités. Le montant est déterminé par les conditions particulières.

L'exploitant garde à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance une copie desdits contrats d'assurance ainsi que de la preuve du paiement de la prime d'assurance pour l'année en cours.

CHAPITRE VIII. — *Remise en état*

Art. 19. En fin d'exploitation, le site est remis en état, conformément au prescrit de l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et les déchets sont évacués vers des installations autorisées.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives*

Art. 20. A l'annexe I^e de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, la rubrique 63.12.17 est remplacée par ce qui suit :

«

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division		
				ZH	ZHR	ZI
63.12.17. Pesticides (produits de base ou produits finis) 63.12.17.01. Dépôts de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel à l'exception des dépôts visés à la rubrique 24.20 : Produits phytopharmaceutiques : produits et leurs adjuvants tels que définis par le Règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil Dépôt : espace limité destiné au stockage de produits phytopharmaceutiques Usage professionnel de produits phytopharmaceutiques : emploi de produits phytopharmaceutiques agréés pour une utilisation professionnelle, tant dans les secteurs agricole et horticole que dans d'autres secteurs						
63.12.17.01.01. lorsque la quantité stockée est égale ou supérieure à 25 kg et inférieure à 5 t	3					
63.12.17.01.02 lorsque la quantité stockée est égale ou supérieure à 5 t	2		DE			
63.12.17.02. Dépôts de produits phytopharmaceutiques autres que ceux à usage professionnel et biocides (à l'exception des désinfectants industriels) à l'exception des dépôts visés à la rubrique 24.20 :						
63.12.17.02.01 lorsque la quantité stockée est égale ou supérieure à 0,5 t et inférieure à 5 t	3					
63.12.17.02.02. lorsque la quantité stockée est égale ou supérieure à 5 t	2		DE			

».

Art. 21. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis d'environnement est relative à un dépôt de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel dont la quantité stockée de ces produits est égale ou supérieure à 10 tonnes visé à la rubrique 63.12.17.01.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXV. Toutefois, si cette demande de permis d'environnement a trait à un établissement où des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées à la colonne 2 ou à la colonne 3 de l'annexe I^{re} de l'accord de coopération, l'exploitant est dispensé de joindre à sa demande de permis d'environnement les informations reprises à l'annexe XXV. »

Art. 22. L'article 30 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la demande de permis unique est relative à un dépôt de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel dont la quantité stockée de ces produits est égale ou supérieure à 10 tonnes visé à la rubrique 63.12.17.01.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à études d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations reprises à l'annexe XXV. Toutefois, lorsque cette demande de permis unique a trait à un établissement où des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées à la colonne 2 ou à la colonne 3 de l'annexe I^{re} de l'accord de coopération, l'exploitant est dispensé de joindre à sa demande de permis unique les informations reprises à l'annexe XXV. »

Art. 23. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il est inséré une annexe XXV rédigée comme suit :

« Annexe XXV « annexe sécurité »

Dans sa demande de permis, l'exploitant précise :

- la liste des substances dangereuses entreposées :

Il s'agit de la liste des substances dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'entrepôt avec tous les éléments permettant une évaluation précise des risques encourus (numéro CAS, phrases de risque ou mentions de danger, catégorie de danger...). Les Fiches de Données de Sécurité sont également annexées.

Lorsqu'il est impossible de fournir une liste détaillée des substances, l'exploitant fournit au minimum une liste reprenant les quantités stockées par catégorie de danger et des informations sur l'état des matières (liquides, poudres.)

- le plan des installations, avec description;

- la description des stockages :

* le type et le volume des contenants;

* le volume et la surface des rétentions;

* les moyens de prévention, de détection et d'intervention mis en place pour lutter contre tout incident. »

CHAPITRE X — Mesures transitoires et finales

Art. 24. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 4 ne s'applique pas aux établissements existants, les articles 8, 12, 13 et 18 s'appliquent aux établissements existants à dater du 1^{er} octobre 2014 et les articles 6, 7 et 8 s'appliquent aux établissements existants à dater du 1^{er} juin 2019.

Art. 25. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juin 2013.

Le Ministre-Président

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2013/27130]

13. JUNI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3, Absatz 4, 4, 5, 7, 8, 9, 17, 21, Absatz 3, 55, 83 und 87, Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 11. Februar 2013 in Anwendung des Artikels 84, §1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 52.542/VR/4;

In der Erwägung, dass Artikel 13 der Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden besagt, dass die Mitgliedstaaten die erforderlichen Maßnahmen erlassen müssen, um sicherzustellen, dass die von beruflichen Verwendern ausgeführte Lagerung von Pflanzenschutzmitteln die menschliche Gesundheit und die Umwelt nicht gefährdet;

In der Erwägung, dass die Lagerung von Pflanzenschutzmitteln zu kontrollieren ist, und dass zwischen der Lagerung von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln und der Lagerung sonstiger Pestizide zu unterscheiden ist; dass die Rubrik 63.12.17 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten in diesem Sinne abzuändern ist;

In der Erwägung, dass die Richtlinie 2009/128/EG sich auf alle beruflichen Verwender bezieht, einschließlich der kleinen Verwender wie zum Beispiel manche Gemeinden und in Parks und Gärten tätigen Unternehmer; dass der für die Klasse 3 geltende Mindestschwellenwert bei Lagern von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln auf 25 kg herabzusetzen ist, so dass diese beruflichen Verwender ebenfalls mit eingeschlossen sind;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind anwendbar auf die Lager von beruflich genutzten Pflanzenschutzmitteln, wenn die gelagerte Menge wenigstens 5 T entspricht, gemäß der Rubrik 63.12.17.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnten Betriebe. Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind nicht anwendbar auf die Lager für die in der Rubrik 24.20 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten angeführten Tätigkeiten.

Art. 3 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Bereits bestehender Betrieb: ein Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß angemeldet und zugelassen war, sowie ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eine Anmeldung oder ein Genehmigungsantrag eingereicht worden ist. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses in dem in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt;

2° NVPSM: die nicht mehr verwendbaren Pflanzenschutzmittel, die u.a. unbrauchbar gewordene oder vom Markt genommene Mittel umfassen.

KAPITEL II — Aufstellung und Bau

Art. 4 - Der Eingang des Lagers befindet sich in einer Entfernung von mehr als:

- 5 Meter von einer öffentlichen Straße;
- 10 Metern von einem Wohnhaus von Dritten;
- 10 Metern von einem Oberflächenwasser, einer bevorzugten Einlassstelle in das Grundwasser oder einer Einlassstelle einer öffentlichen Kanalisation.

Art. 5 - Das Lager steht nicht in direkter Verbindung zu einem Wohnraum.

Art. 6 - Die Pflanzenschutzmittel, die physikalisch-chemische Eigenschaften aufweisen, die nicht miteinander vereinbar sind, oder die Gefahr laufen, bei Kontakt eine chemische Reaktion hervorzurufen, werden in dem Lager in getrennten Bereichen aufbewahrt.

Die Baustoffe, die bei dem Einrichten der Trennbereiche verwendet werden, sind vereinbar mit allen in diesen Bereichen gelagerten Mitteln.

Jeder Teilbereich ist derart geplant und angelegt, dass er für alle Betriebs-, Inspektions-, Unterhalts- oder Dringlichkeitsmaßnahmen leicht zugänglich ist.

Art. 7 - § 1. Das Lager wird so angelegt, dass jedes unbeabsichtigte Ableiten der gelagerten Mittel vermieden wird.

§ 2. Der Betreiber trifft alle zweckdienlichen Maßnahmen, damit die unbeabsichtigt abgeleiteten Pflanzenschutzmittel in einem ausschließlich zu diesem Zweck vorgesehenes Auffangbecken gesammelt werden.

Wird eine Raumaufteilung gemäß Artikel 6 des vorliegenden Erlasses verlangt, so verfügt jeder Teilbereich über ein Auffangbecken.

Jedes Auffangbecken ist für eine Auffangmenge ausgelegt, die einerseits dem Volumen der größten Verpackungsmenge entspricht, und andererseits wenigstens einem Viertel des Gesamtvolumens der in dem Teilbereich, für das es vorgesehen ist, gelagerten Mittel. Jedes Auffangbecken ermöglicht, die abgeleiteten Mittel aufzufangen. Es besitzt keinen Überlauf und keine Leitung, die aus dem Lager führt.

§ 3. Der Boden, das Mauerwerk oder die Wehrmauer der Auffangbecken sind dicht und bestehen aus Baustoffen, die gegen die physikalisch-chemischen Auswirkungen der Substanzen, die unbeabsichtigt abgeleitet werden können, resistent sind.

Es ist nur dann erlaubt, Leitungen durch die Wände des Rückhaltesystems zu führen, wenn dessen Dichtheit dabei gewährleistet bleibt.

Art. 8 - Dem örtlich zuständigen Feuerwehrdienst wird unter Berücksichtigung seiner Anweisungen von der öffentlichen Straße aus ein Zugang zu dem Lager gewährleistet.

KAPITEL III — *Betrieb*

Art. 9 - Das Lager beinhaltet ausschließlich Pestizide nach der Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden sowie die durch Pestizide verunreinigten Abfälle.

Andere Mittel können in dem Lager gelagert werden, unter der Bedingung, dass:

1° sie nicht für die Ernährung von Menschen oder Tieren bestimmt sind;

2° es sich dabei nicht um Medikamente handelt;

3° sie keine Brand- oder Explosionsgefahr darstellen;

4° sie getrennt auf eigens dafür vorgesehenen Regalen aufbewahrt werden, so dass jeder direkte Kontakt mit den Pestiziden vermieden wird.

Das spezifische Material für die Behandlung mit den gelagerten Mitteln kann im Lager vorhanden sein.

Art. 10 - Die Pflanzenschutzmittel werden so aufbewahrt, dass sie leicht zu identifizieren sind.

Der Betreiber achtet darauf, dass absorbierende Stoffe im Lager oder in unmittelbarer Nähe zu dem Lager vorhanden sind.

Art. 11 - Der Betreiber hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten sowie für die Feuerwehr- und Rettungsdienste die Dokumente zur Verfügung, die ermöglichen, die Art der gelagerten Pflanzenschutzmittel sowie die mit ihrer Präsenz einhergehenden Gefahren zu identifizieren.

KAPITEL IV — *Feuer- und Unfallverhütung*

Art. 12 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Gefahr bei der Ausbreitung eines Feuers ergeben könnte, informiert der Betreiber den örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die getroffenen Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

Art. 13 - Jedes Lager ist mit einem Brandwarnsystem mit Auslösung eines lokalen Alarmsignals ausgestattet. Die Anzahl und die Verteilung der Brandmelder werden auf der Grundlage der Vorschriften des örtlich zuständigen Feuerwehrdienstes je nach Größe des Lagers festgelegt. Diese Melder entsprechen den für das genutzte Material vorgesehenen Normen.

Jedes Lager verfügt wenigstens über Feuerlöscher. Ihre Anzahl und Verteilung wird auf der Grundlage der Vorschriften des örtlich zuständigen Feuerwehrdienstes je nach Größe des Lagers und Art der dort möglicherweise gelagerten Produkte festgelegt.

KAPITEL V — *Wasser*

Art. 14 - Jedes unbeabsichtigte Ableiten von Pflanzenschutzmitteln in das Oberflächenwasser, oder ein Ableiten, dass zu einem Versickern in das Grundwasser führen kann, ist dem mit der Überwachung beauftragten Beamten mitzuteilen.

Das unbeabsichtigte Ableiten von Pflanzenschutzmitteln in die öffentliche Kanalisation ist dem mit der Überwachung beauftragten Beamten mitzuteilen.

KAPITEL VI — *Abfallbehandlung*

Art. 15 - Unbrauchbar gewordene oder vom Markt genommene Mittel (NVPSM) werden in dem Raum, dem Schrank, oder einer gleichwertigen Vorrichtung zur Lagerung von Pflanzenschutzmitteln gelagert, und zwar in einem Bereich, der deutlich durch ein Schild mit der Aufschrift "NVPSM/Verfallen" gekennzeichnet ist.

Art. 16 - Die Verpackungen der Pflanzenschutzmittel und die durch Pflanzenschutzmittel verunreinigten Stoffe werden in einer zu diesem Zweck vorbehaltenen verschlossenen Verpackung aufbewahrt, und zwar so, dass sie nicht unbeabsichtigt abgeleitet werden oder nicht mit anderen Produkten, Substanzen oder Stoffen in Berührung gelangen.

Art. 17 - Das in Artikel 59 ff. des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle angeführte Register wird für den mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gehalten.

KAPITEL VII — *Versicherung*

Art. 18 - Der Betreiber muss einen Versicherungsvertrag mit einem genügenden Betrag zur Abdeckung der zivilrechtlichen Haftung, die sich aus seinen Tätigkeiten ergibt, abschließen. Ihr Betrag wird in den Sonderbedingungen festgelegt.

Der Betreiber hält für den mit der Überwachung beauftragten Beamten eine Kopie der vorerwähnten Versicherungsverträge bereit, sowie den Zahlungsbeweis der Versicherungsprämie für das laufende Jahr.

Kapitel VIII — *Wiederinstandsetzung*

Art. 19 - Nach Einstellung der Betriebstätigkeit erfolgt die Wiederinstandsetzung des Standorts nach den Vorschriften von Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und werden die Abfälle zu Anlagen transportiert, die sie aufnehmen dürfen.

Kapitel IX — Abänderungsbestimmungen

Art. 20 - Die Rubrik 63.12.17 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten wird durch das Folgende ersetzt:

«

Nummer - Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungsfaktoren		
				ZH	ZHR	ZI
63.12.17. Pestizide (Grund- oder Fertigprodukte) 63.12.17.01. Lager für beruflich genutzte Pflanzenschutzmittel mit Ausnahme der in der Rubrik 24.20 angeführten Lager: Pflanzenschutzmittel: Mittel und ihre Zusatzstoffe gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates Lager: Abgegrenzte Fläche für die Lagerung von Pflanzenschutzmitteln Berufliche Nutzung der Pflanzenschutzmittel: Nutzung von für eine berufliche Nutzung zugelassenen Pflanzenschutzmitteln, sowohl in der Landwirtschaft und im Gartenbau als auch in anderen Bereichen						
63.12.17.01.01. in einer Menge, die mindestens 25 kg entspricht und unter 5 T liegt	3					
63.12.17.01.02 in einer Menge, die mindestens 5 T entspricht	2		DE			
63.12.17.02. Lager für Pflanzenschutzmittel (mit Ausnahme der für eine berufliche Nutzung bestimmten Pflanzenschutzmittel) und für Biozide (mit Ausnahme der industriellen Desinfektionsmittel), mit Ausnahme der in der Rubrik 24.20 angeführten Lager:						
63.12.17.02.01 in einer Menge, die mindestens 0,5 T entspricht und unter 5 T liegt	3					
63.12.17.02.02. in einer Menge, die mindestens 5 T entspricht	2		DE			

»

Art. 21 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch folgenden Absatz ergänzt:

«Falls sich der Antrag auf eine Umweltgenehmigung auf ein in der Rubrik 63.12.17.01.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähntes Lager für beruflich genutzte Pflanzenschutzmittel in einer Menge, die mindestens 10 T entspricht, bezieht, enthält er außer den in dem in Absatz 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage XXV angeführten Informationen. Falls sich dieser Antrag auf eine Umweltgenehmigung jedoch auf eine Einrichtung bezieht, in der gefährliche Stoffe in Mengen zugegen sind, die mindestens den in der Sparte 2 oder der Sparte 3 der Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens entsprechen, so ist der Betreiber nicht verpflichtet, seinem Antrag auf eine Umweltgenehmigung die in der Anlage XXV angeführten Informationen beizufügen.»

Art. 22 - Artikel 30 desselben Erlasses wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«Falls sich der Antrag auf eine Globalgenehmigung auf ein in der Rubrik 63.12.17.01.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähntes Lager für beruflich genutzte Pflanzenschutzmittel in einer Menge, die mindestens 10 T entspricht, bezieht, enthält er außer den in dem in Absatz 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Formular geforderten Auskünften die in der Anlage XXV angeführten Informationen. Falls sich dieser Antrag auf eine Globalgenehmigung jedoch auf eine Einrichtung bezieht, in der gefährliche Stoffe in Mengen zugegen sind, die mindestens den in der Sparte 2 oder der Sparte 3 der Anlage I des Zusammenarbeitsabkommens entsprechen, so ist der Betreiber nicht verpflichtet, seinem Antrag auf eine Umweltgenehmigung die in der Anlage XXV angeführten Informationen beizufügen.»

Art. 23 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird eine Anlage XXV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Anlage XXV "Anlage betreffend die Sicherheit"

In seinem Genehmigungsantrag gibt der Betreiber Folgendes an:

- Die Liste der gelagerten gefährlichen Stoffe:

Dabei handelt es sich um die Liste der gefährlichen Stoffe, die in dem Lager vorhanden sein können, einschließlich einer genauen Beurteilung der Gefahren (CAS-Nummer, Warn- oder Gefahrenhinweise, Gefahrenkategorie...). Die Sicherheitsdatenblätter werden ebenfalls beigefügt.

Ist es nicht möglich, eine ausführliche Liste der Stoffe bereitzustellen, hält der Betreiber zumindest eine Liste bereit, die die gelagerten Mengen pro Gefahrenkategorie und Informationen über deren Zustand beinhaltet (Flüssigkeiten, Pulver).

- Den Plan der Anlagen mit Beschreibung;

- Die Beschreibung der Lagerung;

* Art und Volumen der Behälter;

* Volumen und Fläche der Auffangflächen;

* Die Mittel zur Vorbeugung, das Warnsystem und die Einsatzmöglichkeiten im Rahmen der Unfallbekämpfung.» .

KAPITEL X — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 24 - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar.

In Abweichung von Absatz 1 ist Artikel 4 nicht auf die bestehenden Betriebe anwendbar und sind die Artikel 8, 21, 13 und 18 anwendbar auf die bestehenden Betriebe ab dem 1. Oktober 2014 und die Artikel 6, 7 und 8 auf die bestehenden Betriebe ab dem 1. Juni 2019.

Art. 25 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Juni 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2013/27130]

13 JUNI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning alsook van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, vierde lid, 4, 5, 7, 8, 9, 17, 21, derde lid, 55, 83 en 87, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies nr. 52.542/VR/4 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden in zijn artikel 13 bepaalt dat de lidstaten de noodzakelijke maatregelen vaststellen om te verzekeren dat de opslag van gewasbeschermingsmiddelen uitgevoerd door professionele gebruikers de menselijke gezondheid of het milieu niet in gevaar brengen;

Overwegende dat de opslag van gewasbeschermingsmiddelen begeleid moet worden en dat de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik onderscheiden moet worden van de opslag van de andere pesticiden; dat rubriek 63.12.17 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten in die zin gewijzigd moet worden;

Overwegende dat Richtlijn 2009/128/EG overigens alle professionele gebruikers beoogt, met inbegrip van de kleine gebruikers zoals met name sommige gemeenten en ondernemers in de tuin- en parksector; dat de minimale drempel van klasse 3 voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik tot 25 kg moet worden verminderd om ook deze professionele gebruikers in aanmerking te nemen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik wanneer de opgeslagen hoeveelheid gelijk aan of hoger is dan 5 t, die bedoeld zijn in rubriek 63.12.17.01.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten. Deze sectorale voorwaarden zijn niet van toepassing op de opslag gebonden aan de activiteiten bedoeld in rubriek 24.20 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° bestaande inrichting : de inrichting die behoorlijk aangegeven is of vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit alsook de inrichting waarvoor een aangifte of een vergunningaanvraag werd ingediend vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit. De ombouw of uitbreiding van een inrichting die de exploitant vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld;

2° « PPNU » : de onbruikbare gewasbeschermingsmiddelen die met name de beschadigde producten of de producten die uit de handel worden genomen, omvatten.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 4. De toegang van de opslagplaats is gevestigd op :

- 5 meter van de openbare weg;
- 10 meter van de woningen van derden;
- 10 meter van een oppervlaktewater, van een voorkeursinlaat naar het grondwater of een inlaat van een openbare riolering.

Art. 5. De opslag wordt niet rechtstreeks verbonden met een woonlokaal.

Art. 6. In de opslagplaats worden de gewasbeschermingsmiddelen waarvan de fysisch-chemische eigenschappen onverenigbaar zijn of een chemische reactie in geval van contact kunnen veroorzaken, in verschillende compartimenten opgedeeld.

De materialen waaruit de compartimenten bestaan, zijn verenigbaar met het geheel van de in dit compartiment opgeslagen producten.

Elk compartiment wordt ontworpen en ingericht om een gemakkelijke toegang tijdens elke exploitatie-, inspectie- en onderhoudsverrichting of elke noodmaatregel mogelijk te maken.

Art. 7. § 1. De opslagplaats wordt ingericht om elke toevallige lozing van de opgeslagen producten te voorkomen.

§ 2. De exploitant treft alle nodige maatregelen zodat de toevallig geloosde gewasbeschermingsmiddelen in een uitsluitend daartoe bestemde retentiekom ingezameld wordt.

Wanneer een compartimentering krachtens artikel 6 van dit besluit wordt opgelegd, beschikt elk compartiment over een retentiekom.

Elke retentiekom heeft een inzamelingsvolume gelijkwaardig aan het volume van de grootste verpakking en minstens gelijk aan de vierde van het totaalvolume van de in het compartiment opgeslagen producten die ze inzamelt. Elke retentiekom zorgt voor de inzameling van geloosde producten en wordt niet uitgerust met een overlooppijp of met een leiding die op de buitenkant van de opslagplaats uitkomt.

§ 3. De grond, de muren of de dammen van de retentiekommen zijn waterdicht en bestaan uit materialen die bestand zijn tegen de fysisch-chemische effecten van de stoffen die verspreid zouden kunnen worden.

De doorgang van leidingen door de wanden van het retentiesysteem wordt alleen toegelaten indien de waterdichtheid ervan is gewaarborgd.

Art. 8. Er wordt vanaf de openbare weg naar de opslagplaats een toegang verzekerd aan de territoriaal bevoegde brandweerdienst overeenkomstig zijn voorschriften.

HOOFDSTUK III. — *Uitbating*

Art. 9. De opslagplaats omvat alleen pesticiden zoals bepaald in Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en de met pesticiden besmette afvalstoffen.

Andere producten kunnen in de opslagplaats opgeslagen worden op voorwaarde dat ze :

- 1° niet bestemd zijn voor de menselijke of dierlijke voeding;
- 2° geen geneesmiddelen zijn;
- 3° geen risico voor brand of ontploffing inhouden;
- 4° apart op afzonderlijke rekjes worden opgeruimd om elk risico voor rechtstreeks contact met de pesticiden te voorkomen.

Het specifieke materiaal bestemd voor de toepassing van de opgeslagen producten kan in de opslagplaats aanwezig zijn.

Art. 10. De gewasbeschermingsmiddelen worden zodanig geplaatst dat de identificatie ervan wordt vergemakkelijkt.

De exploitant zorgt ervoor dat absorberende producten in de opslagplaats of in de onmiddellijke nabijheid ervan aanwezig zijn.

Art. 11. De exploitant stelt de documenten op grond waarvan de aard van de opgeslagen gewasbeschermingsmiddelen en de risico's inherent aan hun aanwezigheid kunnen worden geïdentificeerd, ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaar en van de brandweer- en hulpdiensten.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 12. Vóór de tenuitvoerlegging van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die de risico's voor brand of voor de verspreiding ervan zouden kunnen wijzigen, verstrekt de exploitant de territoriaal bevoegde brandweerdienst informatie over de getroffen maatregelen en de aangewende uitrustingen inzake de preventie en de bestrijding van brand en ontploffingen, met inachtneming van de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 13. Elke opslagplaats is uitgerust met een branddetectiesysteem met het in werking stellen van een lokaal alarm. Het aantal detectoren en de ligging ervan worden bepaald overeenkomstig de voorschriften van de territoriale bevoegde brandweerdienst naar gelang van de omvang van de opslagplaats. Die detectoren vervullen de normen die eigen zijn aan het gebruikte materiaal.

Elke opslagplaats is minstens voorzien van blussers. Hun type, hun aantal en hun ligging worden bepaald overeenkomstig de voorschriften van de territoriale bevoegde brandweerdienst naar gelang van de omvang van de opslagplaats en van de aard van de producten die er zouden kunnen worden opgeslagen.

HOOFDSTUK V. — *Water*

Art. 14. Elke accidentele lozing van gewasbeschermingsmiddelen in oppervlaktewater of die aanleiding kan geven tot een infiltratie in de grondwater wordt meegedeeld aan de toezichthoudende ambtenaar.

Elke accidentele lozing van gewasbeschermingsmiddelen in openbare rioleringen wordt meegedeeld aan de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VI. — *Afvalbeheer*

Art. 15. De beschadigde producten of de producten die uit de handel worden genomen (PPNU) worden opgeslagen in het lokaal, de kast of de gelijkwaardige voorziening voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen in een gebied dat duidelijk wordt geïdentificeerd door middel van een bordje voorzien van de melding « PPNU/vervallen ».

Art. 16. De verpakkingen van de gewasbeschermingsmiddelen en de materialen besmet met de gewasbeschermingsmiddelen worden bewaard in een daartoe voorbehouden gesloten verpakking zodat ze niet toevallig worden geloosd of niet in contact komen met andere producten, materies of stoffen.

Art. 17. Het register bedoeld in de artikelen 59 en volgende van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende gevaarlijke afvalstoffen wordt ter beschikking gesteld van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VII. — *Verzekering*

Art. 18. De exploitant sluit een verzekeringsovereenkomst waarvan het bedrag volstaat om de burgerlijke aansprakelijkheid die uit zijn activiteiten voortvloeit te dekken. Het bedrag ervan ligt vast in de bijzondere voorwaarden.

De exploitant houdt een afschrift van de zogenaamde verzekeringscontracten alsmede het bewijs van de betaling van de verzekeringspremie voor het lopende jaar ter beschikking van de toezichthoudende ambtenaar.

HOOFDSTUK VIII. — *Sanering*

Art. 19. Aan het einde van de uitbating wordt de site gesaneerd overeenkomstig de voorschriften van artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en worden de afvalstoffen afgevoerd naar toegelaten installaties.

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 20. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt rubriek 63.12.17. vervangen als volgt :

«

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
63.12.17. Pesticiden (basisproducten of eindproducten)						
63.12.17.01. Opslagen van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik met uitzondering van de opslagen bedoeld in rubriek 24.20 :						

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
Gewasbeschermingsmiddelen : de de producten en hun hulpmiddelen zoals bepaald in van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad Opslagplaats : beperkte ruimte bestemd voor de opslag van gewasbeschermingsmiddelen Beroepsgebruik van gewasbeschermingsmiddelen : gebruik van gewasbeschermingsmiddelen die voor een beroepsgebruik zowel in de landbouw- en tuinsector als in andere sectoren erkend worden						
63.12.17.01.01. als de opgeslagen capaciteit gelijk aan of hoger is dan 25 kg en kleiner dan 5 t	3					
63.12.17.01.02. als de opgeslagen capaciteit gelijk aan of hoger is dan 5 t	2		DE			
63.12.17.02. Opslagen van andere gewasbeschermingsmiddelen dan die bestemd voor een beroepsgebruik en kiemdodende producten (met uitzondering van industriële desinfecterende middelen) behalve de opslagen bedoeld in rubriek 24.20 :						
63.12.17.02.01. als de opgeslagen capaciteit gelijk aan of hoger is dan 0,5 t en kleiner dan 5 t	3					
63.12.17.02.02. als de opgeslagen capaciteit gelijk aan of hoger is dan 5 t	2		DE			

».

Art. 21. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Wanneer de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik waarvan de opgeslagen hoeveelheid gelijk aan of hoger is dan 10 t, die bedoeld zijn in rubriek 63.12.17.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, omvat ze, naast de inlichtingen gevraagd in het formulier bedoeld in het eerste lid, de in bijlage XXV vermelde informatie. Als de milieuvergunningsaanvraag evenwel betrekking heeft op een inrichting waarin gevaarlijke stoffen in hoeveelheden gelijk aan of hoger dan die vermeld in kolom 2 of in kolom 3 van bijlage I bij de samenwerkingsovereenkomst aanwezig zijn, wordt de exploitant ervan vrijgesteld de informatie vermeld in bijlage XXV te voegen bij zijn milieuvergunningsaanvraag. »

Art. 22. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

« Wanneer de aanvraag om globale vergunning betrekking heeft op een opslag van gewasbeschermingsmiddelen voor beroepsgebruik waarvan de opgeslagen hoeveelheid gelijk aan of hoger is dan 10 t, die bedoeld zijn in rubriek 63.12.17.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, omvat ze, naast de inlichtingen gevraagd in het formulier bedoeld in het eerste lid, de in bijlage XXV vermelde informatie. Als de milieuvergunningsaanvraag evenwel betrekking heeft op een inrichting waarin gevaarlijke stoffen in hoeveelheden gelijk aan of hoger dan die vermeld in kolom 2 of in kolom 3 van bijlage I bij de samenwerkingsovereenkomst aanwezig zijn, wordt de exploitant ervan vrijgesteld de informatie vermeld in bijlage XXV te voegen bij zijn aanvraag om globale vergunning. »

Art. 23. In het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt een bijlage XXV ingevoegd, luidend als volgt :

« Bijlage XXV « veiligheidsbijlage »

In zijn vergunningsaanvraag bepaalt de exploitant :

- de lijst van de opgeslagen gevaarlijke stoffen :

Het gaat om de lijst van gevaarlijke stoffen die in de opslagplaats aanwezig zouden kunnen zijn met alle elementen die een precieze evaluatie van de gelopen risico's (CAS-nummer, risicozinnen, gevaaraanduidingen, gevaarcategorie...) mogelijk maken. De Fiches met de veiligheidsgegevens worden ook bijgevoegd.

Wanneer het onmogelijk is een gedetailleerde lijst van die stoffen te bezorgen, maakt de exploitant minstens een lijst van de opgeslagen hoeveelheden per gevaarcategorie en inlichtingen over de staat van de stoffen (vloeistoffen, poeders) over.

- het plan van de installaties met hun beschrijving;
- de beschrijving van de opslagen :
- * het type en het volume houders;
- * het volume en de oppervlakte van de retenties;
- * de preventie-, detectie-, en tussenkomstmiddelen die toegepast worden om elk incident te bestrijden. »

HOOFDSTUK X — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 24. Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid is artikel 4 niet van toepassing op de bestaande inrichtingen, zijn de artikelen 8, 12, 13, en 18 van toepassing op de bestaande inrichtingen vanaf 1 oktober 2014 en zijn de artikel 6, 7 en 8 van toepassing op de bestaande inrichtingen vanaf 1 juni 2019.

Art. 25. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juni 2013.

De Minister-President

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY